Zeitschrift: Kriminologisches Bulletin = Bulletin de criminologie
Herausgeber: Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie
Band: 4 (1978)
Heft: 2

Bibliographie: Bibliographie

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Es ist hinzuweisen auf zwei Artikel von Dr.Edwin Kube,Bundeskriminalamt,Wiesbaden : Städtebau,Architektur und Kriminalität (in DEUTSCHE POLIZEI, 10/1978) und Kriminalistisch-kriminologische Forschung in der Bundesrepublik und den USA (in KRIMINALISTIK, 10/1978).

Im Verlag Peter Lang (Bern) ist neu erschienen :
Dieter Haberstroh : Strafverfahren und Resozialisierung
Eine Studie über Verstehen und Nicht-Verstehen,über Verstanden-Werden und Nicht-Verstanden-Werden und deren Bedingungen in der Hauptverhandlung.

In der Nr.4/78 der Schriftenreihe der Polizei-Führungsakademie, Münster BRD sind folgende Artikel erschienen:

Terror-ismus - Herausforderung an die Polizei
Die Rechtsausbildung der Polizei -Anforderungen aus der beruflichen Praxis
Beiträge der Psychologie zum Verhältnis Sport und Polizei
Ausbildung und Einsatz lebensjüngerer Polizeivollzugsbeamter
Psychologische Belastungen des jungen Polizeibeamten durch seinen Polizeivollzugsdienst
Internationale Polizei-Informationen

Pierre Lascoumes : Prévention et contrôle social.Les contradictions du travail social
Collection "Déviance et Société".Médecine et Hygiène,Genève et Masson,Paris,1977.
262 p.

En 1972, la revue française "Esprit" publiait un numéro spécial intitulé "Pourquoi le travail social?" (Esprit,avril-mai 1972, no 4-5,Edition revue et augmentée) On pourrait décrire la recherche présentée par Lascoumes en reprenant et en élargissant ce titre : "Pourquoi le travail social, comment le travail social ?". Une entreprise de ce type intéresse au premier chef pénalistes et pénologues: les resprésentants d'un courant de pensée français auquel Lascoumes se rattache par ses références tendent en effet depuis plusieurs années à démonter les mécanismes d'un contrôle social qui ignore les barrières érigées traditionellement entre délinquance,aliénation et marginalisation, et cherchent à établir la complicité de plusieurs disciplines - de la psychanalyse à la criminologie classique en passant par le travail social - dans la mise en place d'un système de contrôle généralisé et la cohérence de leur intervention.

Il faut pour commencer s'entendre sur les mots :Lascoumes se reconnaîtrait sans doute dans la définition simple du travail social proposée dans le No d'Esprit sus-cité :"Alors que les travailleurs du métal, de la banque (...) travaillent dans et pour la société, la matière du travail des "travailleurs sociaux" est la société même" (op.cit.,p.236).Pratiquement, c'est aux jeunes marginaux que s'adressent les travailleurs sociaux.Lascoumes s'attarde pour sa part sur l'expression "contrôle social", pour constater avec raison qu'elle n'évoque pas en français la composante "pouvoir" que la locution anglaise dont elle est issue contient. L'auteur propose sa définition, qui permet de comprendre le lieu où il se situe et où il situe sa recherche: le contrôle social engloberait "tout processus contribuant à l'établissement ou à la reproduction d'une situation de domination dans les rapports sociaux et determiné par l'infrastructure économique et sociale de la société où il s'exerce" (p.205). L'importance accordée à cette expression "contrôle social" témoigne du fait que l'auteur ne se place pas à un niveau d'analyse différent de celui du criminologue. D'ailleurs, sa recherche se réclame de la nouvelle criminologie attachée à l'étude de la réaction sociale, de l'appareil de contrôle d'Etat, dirait Lascoumes avec d'autres. Lui aussi se situe en observateur de l'institution, de son développement,de son organisation et de ses finalités.

L' "Ecole française du contrôle social", si on ose la définir ainsi, a coutume de s'appuyer solidement sur l'histoire,sur la généalogie des institutions comme elle aime à dire. Les développements historiques de Lascoumes occupent une position centrale dans son ouvrage dont ils forment la charnière. C'est ce qui constitue la faiblesse de cette recherche: Lascoumes s'appuie en effet sur des études spécifiquement historiques dont il reproduit les conclusions, mais aussi les ambiguités et les contradictions : le schéma général de l'évolution des institutions de contrôle social et de réaction sociale (stratégies de l'enfermement, dans le langage de l'auteur) en témoigne : de l'hôpital général (enfermement indifférencié) aux prisons (enfermement spécialisé) puis aux institutions publiques d'éducation surveillée (enfermement rationnalisé) (p.109). Les objections viennent en masse à l'esprit. D'abord, peut-on établir un lien de filiation entre une institution aussi complexe que l'hôpital (qui remplit des fonctions si diverses qu'on ne peut en établir un répertoire exact) et la prison (mode de répression spécifique qui a son histroire propre, parallèle ou en tout cas juxtaposée à celle de l'hôpital) ?

Ensuite,peut-on réunir le mode de fonctionnement de ces deux types d'établissements sous le même chapeau "enfermement",néologisme fort utilisé ces dernières années en France ,au point que l'on en oublie l'existence, ne serait-ce qu'à l'intérieur de l'hôpital,de divers types d' internements qu'il est difficile de désigner comme "enfermement indifférencié". Cette généalogie boîteuse n'affaiblit cependant que peu la pertinence des mises

en garde dénoncées par Lascoumes. Il ne faut à l'heure actuelle, se fixer ni sur le transfert des charges de l'assistance du secteur privé au secteur public (la tratégie reste la même et les deux démarches sont complémentaires, p.170),ni sur la tendance actuelle au "désenfermement" qui ne recouvre pour Lascoumes qu'un changement de tactique (substitution de l'action psychologique à la force coercitive, p.175). Ainsi, ceux que l'on a coutume de désigner comme "psy" (psychiatres,psychologues, psychanalystes) sont des agents rentrant en jeu avec de nouveaux instruments de contrôle. Ils ne représentent en aucun cas une alternative à la répression classique, mais un réajustement du contrôle social à l'appui des techniques nouvelles.Lascoumes se livre à une analyse très complète des manifestations de perfectionnement de l'appareil de contrôle; par exemple,sa "cancerisation" (élargissement et spécification du contrôle) et l'institutionnalisation de la dissidence, c'est-à-dire l'absorption par l'appareil d'Etat de modes d'intervention alternatifs qui se développent en dehors de sa sphère d'action, sinon au départ, contre lui.
La condamnation snas appel prononcée par Lascoumes vise bien entendu non seulement les travailleurs sociaux agissant en milieu ouvert, sous l'une des formes nouvelles apparues ces dernières années,mais également les réformistes de toutes disciplines. En particulier, ceux qui veulent substituer une thérapie sociale à la répression pénale classique et qui veulent voir dans le délinquant un malade plutôt qu'un être responsable ne trouveraient pas grâce aux yeux de Lascoumes. Le passage de la psychopathie à la sociopathie, avec l'élargissement du cercle des individus visés qu'il suppose ou la naissance d'une nouvelle branche désignée sous l'appellation "sociatrie" font d'ailleurs l'objet de critiques généralisées à l'heure actuelle. Lascoumes situe résolument son combat à un niveau politique,et cette attitude peut laisser le lecteur insatisfait. Bien que Lascoumes ait précisé qu'il s'attquait à une forme de contrôle spécifique à une formation sociale donnée ("Le régime capitaliste",p.157), son refus de toute action qui ne se situerait pas sur le seul terrain de la lutte politique rend impossible le dialogue avec ceux qui veulent infléchir le système. On peut se demander si ce refus qui, à l'heure actuelle, repose sur une utopie ne revient pas à éluder la question posée par les réformistes et les réformateurs : puisqu'il existe des exclus, doit-on les maintenir dans leur condition en attendant qu'ils forment la clientèle révolutionnaire qu'un certain messianisme appelle de ses voeux ?

Robert Roth

Heinz Hermann Baumgarten : Ambulante und stationäre Interventions- und Sozialisations-Hilfen nach schweizerischem Jugendstrafrecht unter besonderer Berücksichtigung der stationären Erziehung männlicher Jugendlicher , Verlag Institut für Heilpädagogik, Luzern, 1978

Der Leiter des Jugenddorfes St.Georg,Knutwil(LU) erläutert in dieser Untersuchung im ersten Abschnitt die Bestimmungen des revidierten schweizerischen Jugendstrafrechts,das,wie Prof. Montalta im Vorwort sagt, zu den "bestdurchdachten Jugendgesetzen Europas" gehört. Der zweite Abschnitt beleuchtet die gegenwärtige Situation der Heimerziehung,der dritte Ziel,Methoden und Mittel der Heimerziehung und der vierte schliesslich die fehlenden Spezialeinrichtungen im Jugendmassnahmenvollzug.

Das Heimwesen, wie der Strafvollzug, stehen unter ständiger Kritik; speziell in den letzten Jahren war diese recht heftig und zum grösseren Teil über das Ziel hinausschiessend.Baumgarten geht es in dieser Arbeit u.a.auch darum,auf diese Kritik einzugehen und das pro und contra abzuwägen.Er weist darauf hin,dass die Heime in Zukunft, dank der Ausweitung der ambulanten Beratungsdienste, eher stärker gestörte Kinder und Jugendliche aufzunehmen haben werden. Dies ruf auch nach einer besseren Ausbildung des Personals. Neben den Kritiken gibt es aber auch die Tendenz, die Heimerziehung gründlich zu reformieren.Die betreffenden Postulate (Differenzierung der Heime nach der zu leistenden Erziehungsaufgabe; der Heimerziehung vorausgehende mehrdimensionale Diagnostik und Indikation; permanente individuelle Behandlungs-und Erziehungsplanung; weitere Professionalisierung und Praxisberatung; regionale bzw.überregionale Planung und Koordination; Sicherstellung einer ausgewogenen Heimfinanzierung; Einbeziehung der Heimerziehung in die Forschung) werden sodann ausführlich behandelt. Des weitern wird auf Weltanschauung und Konfessionalität ("neutrale" Heimerziehung gibt es nicht !), Standort und Grösse,Alter und Geschlecht,Gruppenbildung in Kinder-und Jugendheimen und Heterogenität der Mitarbeiter eingegangen.Die Wohngruppe,die Schule,der Beruf und die Freizeit werden ins Blickfeld gerückt und kompetent - wie überhaupt alles - besprochen.

Als dringend wichtige Spezialeinrichtungen im Jugendmassnahmenvollzug werden genannt: Beobachtungseinrichtungen;Erziehungsheime, die sowohl Kinder als auch Jugendliche aufnehmen;Erziehungsheime, die nur schulentlassene Jugendliche aufnehmen;Einrichtungen für vorwiegend 18- bis 25jährige ; Therapieheime;Durchgangsheime; spezielle jugendpsychiatrische Abteilungen; spezielle Einrichtungen zur Betreuung drogengefährdeter Jugendlicher.

Auf die Struktur und Aufgabe dieser Heime wird dann eingegangen, wie auch auf deren regionalen Standort (immer deutsche Schweiz). Daneben werden die Gründe der Heimeinweisung u.v.a.m.beleuchtet. Diese Arbeit ist für den Jugendmassnahmevollzug wegweisend und dürfte in allen Kreisen, die damit zu tun haben -Eltern,Lehrer, Sozialarbeiter, Psychologen,Psychiater,Heimerzieher,Jugendämter,

Vormundschaftsbehörden - auf grosses Interesse stossen und eine Informationslücke stopfen. Das Werk Baumgartens sollte vor allem von den zuständigen Behörden als Basis genommen werden, die vom Autor als dringend empfohlenen und wichtigen Einrichtungen, die bei uns entweder noch gar nicht, oder aber in zu geringer Anzahl vorhanden sind, in kürzester Zeit einzurichten. Solche Geldausgaben wären wichtiger als vieles, für das der Staat sonst ohne mit der Wimper zu zucken Millionen auf den Tisch legt.

W.T.H.

Hans-Dieter Schwind, Wilfried Ahlborn, Rüdiger Weiss: Empirische Kriminalgeographie. Kriminalitätsatlas Bochum, BKA-Forschungsreihe Bd.8, Bundeskriminalamt Wiesbaden, 1978

Prof. Hans-Dieter Schwind, Dozent für Kriminologie und Strafvollzug an der Ruhr-Universität Bochum und gleichzeitiger Justizminister Niedersachsens, Dr. Ing. Wilfried Ahlborn vom Institut für Statistik und Oekonometrie an der Universität Göttingen und Diplom-Mathematiker Rüdiger Weiss haben hier ein Werk geschaffen, von dem wir in der Schweiz nur träumen können. Neben ihnen waren noch 46 Mitarbeiter und Berater aus Wissenschaft und Praxis daran beteiligt. Darüber hinaus wurden 128 Studenten als Interviewer eingesetzt. Vom Bundeskriminalamt betreute Dr. Gernot Steinhilper - der jetzt nach Niedersachsen übergewechselt hat - diese Untersuchung, die z.T. von diesem Amt, zum andern vom Wissenschaftsministerium von Nordrhein-Westfalen bezahlt wurde.
Wie Dr. Horst Herold, der Präsident des Bundeskriminalamtes, im Vorwort schreibt, untersucht die Kriminalgeographie "Zusammenhänge und Beziehungen, die zwischen den strukturellen Besonderheiten eines Raumes und der ihm zuzurechnenden Kriminalität bestehen. Sie hat dabei als bestimmende Faktoren nicht nur geo-und ethnographische Verhältnisse zu berücksichtigen, sondern vor allem den sozio-ökonomischen Tatbeständen, wie der sozialen Schichtung, den Bau-und Siedlungsstrukturen, den Verkehrs-und Versorgungsverflechtungen, den Arbeitsfunktionen und Einkaufsbeziehungen Augenmerk zu schenken."
Auf den über 400 Seiten befinden sich, neben einem Schlusskapitel, deren sieben :Einleitung (Zum Begriff der Kriminalgeographie, Bestandesaufnahme:Kurzer Ueberblick über die bisherigen kriminalgeographischen Untersuchungen im In-und Ausland), Ziele und Methoden der Bochumer kriminalgeographischen Untersuchung, Die Struktur der Stadt Bochum, Kriminalistische Untersuchungen (Hell-und Dunkelfeld), Soziologische Untersuchungen, Sozialpsychologische Untersuchungen, Neue Wege zur Verbrechensbekämpfung -Vorschläge und neue Programme. Ein rund 50-seitiger Anhang beschliesst dieseäusserst interessante Studie.
Was besonders interessant ist, ist die Tatsache, dass Prof. Schwind nicht nur das Hell-sondern auch das Dunkelfeld mitberücksichtigt.

Dies scheint ihm eine der Voraussetzungen zu sein, Verbrechensbekämpfung durchzuführen."Die zweite Voraussetzung erfolgversprechender Verbrechensbekämpfung besteht in der möglichst genauen Information über die Ursachen kriminellen Verhaltens sowie über die Tatorte und die Ausgangspunkte krimineller Aktivitäten."Eben damit beschäftigt sich die Kriminalgeographie.
Das Werk ist selbstverständlich voll von Statistiken, Berechnungen und Karten, die die Orte aufzeigen,wo vornehmlich einzelne Delikte vorkamen usw. Wir vernehmen über die Ausländerkriminalität,den Kriminalitätsanfall und Arbeitslosigkeit,die Einstellung der Bochumer Bürger zur Polizei, Bedrohtheitsgefühl: Erfassung, Verteilung und Beziehungen zu ökologischen Variablen und Persönlichkeitsvariablen u.a.m.
Der Vorschlag Prof.Schwinds im Kapitel :Neue Wege der Verbrechensbekämpfung in bezug auf den Strafvollzug: "...Es erscheint daher nützlich, die relativ geringen finanziellen Mittel schwerpunktmässig einzusetzen, und zwar für solche Probanden,bei denen das kriminelle Verhalten noch nicht manifest wurde.Das sind die jugendlichen und heranwachsenden Täter sowie die erwachsenen Delinquenten, die erstmalig starffällig wurden.Auf diese Gruppe sollten sich die Resozialisierungsbemühungen primär konzentrieren"..."Deshalb dürfte es letztlich sinnvoller sein,die sozialtherapeutischen (Modell-)Anstalten aus dem Massregelvollzug wieder herauszunehmen und zu sozialtherapeutischen Forschungsanstalten umzuwandeln mit der Aufgabe 'in einem möglichst weitgehend repressionsfreien Raum neue Behandlungsmethoden zu erproben,die später auch für eine Anwendung im Regelvollzug brauchbar sein könnten' ".
Das Schlusskapitel geht,aufgrund der Ergebnisse der Untersuchung auf Möglichkeiten der Verbrechensbekämpfung ein.Die Bochumer Untersuchung, wenngleich sie auch Mängel aufweist,die übrigens nicht verhehlt werden,möchte mit eine Basis sein,ein umfassendes Kriminalitätsbekämpfungsprogramm zu ermöglichen.
"Die Grundidee eines solchen Programms müsste in der Koordinierung und im Ausbau aller solcher Aktivitäten bestehen,die mit ver Verbrechensbekämpfung zu tun haben;dazu gehören primär die Bereiche der Sozial-und Kriminalpolitik, die Sozialarbeit, die Tätigkeit der Strafverfolgungsorgane und (nicht zuletzt) die Resozialisierungsbemühungen des Strafvollzugs soqie die Verstärkung der Entlassenenhilfe.Die Vorschläge,die zur Frage der Prävention aus den Reihen der Polizei stammen..zeigen sehr deutlich, dass der Gedanke der Kriminalitätsprophylaxe heute auch in diesem Bereich bereits zahlreiche Anhänger findet.Jedenfalls setzt sich der Gedanke immer mehr durch,dass die vornehmste Aufgabe des Staates in der Kriminalitätsfrage darin besteht, die Entwicklung kriminellen Verhaltens, soweit dieses sozial bedingt ist,zu verhindern..."

W.T.H.

Ulrich Martens : Wirtschaftliche Krise, Arbeitslosigkeit und und Kriminalitätsbewegung, Sonderband der BKA-Forschungsreihe, Bundeskriminalamt Wiesbaden,1978

Bei diesem Band handelt es sich um "eine empirische Studie über die Auswirkungen der wirtschaftlichen Rezession auf das sozialabweichende Verhalten der Bevölkerung am Beispiel der Stadt Mannheim". Die Leitung der Arbeit hatte Prof.Dr.G.Kaiser (Freiburg i.Br.),die "Vorbemerkung" schrieb Dr.Gernot Steinhilper vom Bundeskriminalamt.
Untersuchungen dieser Art fehlen fast ganz und man ist deshalb für diese Arbeit dankbar, auch wenn man die Resultate nicht einfach auf eine andere Stadt übertragen kann.Der Schwerpunkt der Arbeit liegt bei Fragen der Jugendarbeitslosigkeit und Jugendkriminalität.
Wie bei uns in der Schweiz sind auch die vorhandenen Daten unvollständig,sodass die Ergebnisse nicht stets dem entsprechen, was der Verfasser von ihnen erwartete. So konnte man z.B.bei den Selbstmorden im Verlauf der Konjunktur keine klaren Entwicklungstendenzen aufzeigen ,dagegen gab es eine Wechselbeziehung zwischen psychischen Erkrankungen und der jeweiligen Wirtschafts bzw.Arbeitsmarktlage. Insgesamt ergaben die Kriminalstatistiken seit der Hochkonjunktur einen kontinuierlichen Kriminalitätsanstieg,bei einzelnen Straftaten-und Straftätergruppen aber ganz unterschiedlich."Der Anteil der Arbeitslosen an der Gesamtzahl der Straftäter erwies sich bei vielen Deliktsarten als ausserordentlich hoch,wobei es Anlass zu der Vermutung gab, dass sowohl die Straffälligkeit als auch die Arbeitslosigkeit gemeinsame Ursachen haben".
Martens empfiehlt,den Arbeitslosenstatus von Straftatverdächtigen mit in die Polizeiliche Kriminalstatistik aufzunehmen."Dies wäre ein Schritt weg von der vorwiegend kriminalitätsverwaltenden Funktion der Polizeilichen Kriminalstatistik hin zu einem Instrument der Ursachenforschung und damit der Prävention von Straftaten".
"Obwohl aufgezeigt werden konnte,welche Bevölkerungsgruppen während der Rezession verstärkt straffällig werden oder psychisch erkranken,liess sich der Nachweis eines Kausalzusammenhanges nicht erbringen..".

W.T.H.